



PRÉFÈTE DU PUY-DE-DÔME

PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME  
ARRÊTÉ N°

19 - 02333

**Arrêté préfectoral N° DDPP/SVSPAE/2019-316 mettant en demeure  
la Société d'Exploitation de l'Abattoir Municipal d'Ambert  
sur la commune d'AMBERT (63600)**

LA PRÉFÈTE DU PUY-DE-DÔME  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8 ;

Vu l'arrêté du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 30/04/04 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2210-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 juin 1987 fixant les règles techniques auxquelles doit satisfaire l'abattoir municipal d'Ambert - Avenue de la Dore- 63600 AMBERT

Vu le rapport relatif à la visite d'inspection du 06/11/2019,

Vu le courrier du 25/11/2019 relatif à la visite d'inspection du 06/11/2019 ;

Vu le courrier du 25/11/2019 soumettant pour avis à la Société d'Exploitation de l'Abattoir Municipal d'Ambert le projet d'arrêté de mise en demeure,

Considérant qu'il a été constaté lors de la visite d'inspection du 6 novembre 2019 un grand nombre de dysfonctionnements pouvant rapidement être régularisés via des mesures correctives simples et efficaces ;

Considérant l'inobservation des prescriptions relatives aux réseaux séparatifs « eaux usées et eaux pluviales » imposées à la Société d'Exploitation de l'Abattoir Municipal d'Ambert ;

Considérant que l'inobservation des prescriptions sus-visées peut entraîner des dangers pour l'environnement ;

Considérant que si les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ne sont pas assurés, le Préfet doit mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations du Puy-de-Dôme,

## **ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – L'établissement Société d'Exploitation de l'Abattoir Municipal d'Ambert, sis Avenue de la Dore - 63600 AMBERT, est mis en demeure de respecter l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 3 juin 1987 fixant les règles techniques auxquelles doit satisfaire l'abattoir municipal d'Ambert et notamment de :

**1.1** Transmettre, sous 1 mois à compter de la réception du présent arrêté de mise en demeure, au service de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement :

- les justificatifs de la mise en place du compteur volumétrique sur l'eau du puits ;
- les justificatifs de la mise en place de la collecte et de l'élimination réglementaire du sang ;
- les justificatifs de la mise en place de la collecte des fumiers et matières stercoraires via une convention avec un agriculteur repreneur, ayant les capacités agronomiques (surfaces) nécessaires qui seront à justifier par le plan d'épandage ,
- les justificatifs de la mise en place des autocontrôles et/ou autosurveillances réglementaires :
  - concernant les analyses sur les eaux de rejets,
  - concernant l'entretien des chaudières et des équipements sous pression.
- les justificatifs de la réalisation des réparations électriques mentionnées dans le dernier rapport de l'APAVE en date du 25/07/2019 ;
- les justificatifs actant le changement des robinets qui fuient et entraînent une augmentation non négligeable des consommations d'eaux de nettoyage (puits).

Ces éléments doivent parvenir à l'inspection des installations classées au plus tard le **31 janvier 2020**.

**1.2** Fournir sous 3 mois à compter de la réception du présent arrêté de mise en demeure, un échéancier et une programmation des travaux et/ou actions correctives à engager permettant :

- la mise en place des réseaux séparatif « eaux pluviales/ eaux résiduaires » sur la totalité du site de l'abattoir;
- la reprise des sols, des pentes et des évacuations du local de salage des peaux afin de contenir les eaux de ressuyage dans le bâtiment et de les diriger vers la station de prétraitement sans risque de polluer les eaux de pluies ;
- de reprendre les sols de la zone de lavage des camions afin d'éviter toute infiltration dans le sol des eaux sales avant leur collecte et leur élimination dans l'unité de pré-traitement.
- la mise en place sur le site, des capacités nécessaires en cas d'incendie majeur, à la rétention des eaux d'extinction. Pour ce faire, il vous appartient, de prendre l'attache du SDIS63 afin de dimensionner la capacité de rétention des eaux d'extinction nécessaire en cas d'incendie majeur.

Ces éléments doivent parvenir à l'inspection des installations classées au plus tard le **31 mars 2020**

**ARTICLE 2** – Faute par l'intéressé de se conformer à la présente mise en demeure dans les délais prescrits, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, la Société d'Exploitation de l'Abattoir Municipal d'Ambert s'expose conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, aux sanctions administratives mentionnées à l'article L171-8 du même code.

### **ARTICLE 3 – Notification et publicité**

Le présent arrêté est notifié à la Société d'Exploitation de l'Abattoir Municipal d'Ambert et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme

En vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L. 171-7 et au I de l'article L. 171-8 sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

### **ARTICLE 4 – Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

– par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication au recueil des actes administratifs du Puy-de-Dôme.

– par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Ces décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **ARTICLE 5 – Exécution**

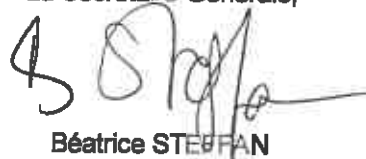
- La secrétaire générale de la préfecture du Puy-de-Dôme
- La sous-préfète d'Ambert,
- Le directeur départemental de la protection des populations du Puy-de-Dôme,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Clermont-Ferrand, le

**26 DEC. 2019**

Pour la Préfète et par délégation  
La Secrétaire Générale,



Béatrice STEFFAN

